

Accueil > Monde > L'avortement, nouvelle guerre culturelle américaine



Yann Marguet
En tournée romande

ticketcorner.ch



L'avortement, nouvelle guerre culturelle américaine

6 minutes de lecture

Etats-Unis

Corentin Pennarguear, New York

Publié jeudi 23 mai 2019 à 11:46, modifié jeudi 23 mai 2019 à 16:41.

Galvanisés par la présidence Trump, les mouvements anti-avortement ont réussi à durcir la législation dans plusieurs Etats américains ces dernières semaines. L'objectif à terme est de pousser la Cour suprême à abroger Roe vs Wade, l'arrêt de 1973 légalisant la pratique. A travers les Etats-Unis, des femmes et des hommes crient leur colère face à ce qu'ils considèrent comme une régression

Partager Tweeter Partager

«Ça, c'est l'avenir pour les femmes si nous perdons le droit de prendre nos propres décisions!» Dans le bureau de sa clinique, dans le Queens à New York, Merle Hoffman brandit un cintre d'un mètre de large, symbole de l'horreur des avortements illégaux. «Vous dévissez l'extrémité et l'introduisez en vous si vous ne souhaitez pas avoir d'enfant, c'est comme ça que ça se passait», décrit la militante de 73 ans.

Zone de guerre

Pour éviter cette situation à des milliers de femmes, Merle Hoffman a fondé sa propre clinique d'avortement il y a près de cinquante ans, quelques mois après sa légalisation à New York. «Toutes ces années, j'ai vécu dans une zone de guerre, avec des menaces de mort, d'attentats... Alors non, je n'ai pas peur, même avec ce qu'il se passe aujourd'hui», clame la cheffe d'entreprise.

A lire: Succès surprise aux Etats-Unis d'un film anti-avortement

Car ces dernières semaines, le droit à l'avortement a connu un recul inédit aux Etats-Unis. En Alabama, les législateurs viennent de promulguer une loi qui interdit toute interruption volontaire de grossesse (IVG), sauf en cas de danger mortel pour la mère, et qui prévoit des peines pouvant aller jusqu'à 99 ans de prison pour les médecins qui la pratiqueraient. En Géorgie, dans le Tennessee ou dans l'Ohio, c'est désormais la règle du «battement de cœur» qui prévaut, empêchant l'avortement au-delà de six semaines de gestation, un stade auquel peu de femmes ont connaissance de leur grossesse. Au total, ce sont 28 Etats américains qui tentent de durcir leur législation sur l'avortement ou l'ont déjà fait.

Dans la clinique de Merle Hoffman, baptisée Choices, le calme règne en cet après-midi ensoleillé de mai. Des patientes, la plupart issues du voisinage métissé de ce quartier de New York, vaquent à leurs occupations dans la salle d'attente tapissée d'œuvres d'art aux messages féministes. «Je dois me libérer», jure une Wonder Woman emprisonnée dans des lianes. «Forte et maline, quelle combinaison!» lance une autre héroïne.

A lire aussi: Avortement: Le Sénat d'Alabama vote la loi la plus répressive des Etats-Unis

Quand elles sont prises en charge à Choices, les femmes ont accès à des salles de discussion à tout moment de la procédure, et toutes les options leur sont proposées. La clinique, privée, accompagne socialement ses patientes, que celles-ci décident d'avorter ou de continuer leur grossesse. Avec sa centaine d'employés, Choices traite 40 000 femmes chaque année, pour des soins gynécologiques, des suivis de grossesse et des avortements, dans la limite de vingt-quatre semaines de gestation. «On ne refuse jamais une patiente», assure Merle Hoffman. Si elle n'a pas les moyens de payer son opération, facturée 425 dollars, la clinique baissera ses prix.

Patientes harcelées

Les innombrables caméras de sécurité et la présence d'un gardien contredisent l'apparente sérénité de l'établissement médical. Chaque samedi matin, les abords de la clinique deviennent le lieu de manifestation de personnes opposées à l'avortement, qui tentent de dissuader les femmes d'entrer dans le bâtiment. «Si vous venez ici, c'est que vous êtes dans une situation difficile, pose la directrice. Vous avez peur, vous êtes déprimée, et des gens vous crient dessus pour vous traiter de tueuse d'enfants ou de démon...» Dans ces situations, les patientes reçoivent une aide psychologique dès qu'elles ont franchi les portes de la clinique. Dehors, elles sont encadrées par des bénévoles qui les protègent des attaques physiques et tentent de les rassurer.

Merle Hoffman.
Corentin Pennarguear



«Ces cris, on les entend tous les samedis depuis plus de quarante ans, les gens sont choqués d'apprendre que cela arrive aussi à New York», se désolé Merle Hoffman. La grande ville de la côte Est apparaît pourtant comme un refuge pour les femmes ayant besoin d'une IVG. Dans plusieurs Etats américains conservateurs, le mouvement opposé à l'avortement a déjà réussi à rendre cette opération presque impossible, à défaut de la rendre illégale. Les femmes du Kentucky ou de la Virginie-Occidentale n'ont ainsi accès qu'à une seule clinique qui accepte de pratiquer des avortements dans leur Etat. Bien souvent, ces établissements sont encerclés en permanence par des manifestants se disant «pro-life», accentuant la pression sur les patientes.

Tourisme de l'avortement

Alors, nombre d'entre elles se rendent dans d'autres régions pour recevoir les soins nécessaires. Proche de l'aéroport John F. Kennedy, la clinique Choices prend déjà en charge un nombre considérable de patientes dans cette situation. Merle Hoffman compare leurs cas au «chemin de fer clandestin» qui permettait aux esclaves du sud des Etats-Unis de rejoindre le nord et la liberté. Grâce à des fonds privés, l'établissement peut financer le vol et le logement des femmes qui en ont besoin.

A lire encore: Un nouveau juge anti-avortement à la Cour suprême

Avec le durcissement des législations dans les Etats conservateurs, la clinique sait que ce genre de demandes va exploser. «Nous nous y préparons», affirme la directrice. L'objectif des anti-IVG reste de revenir sur l'arrêt de la Cour suprême Roe vs Wade, qui protège le droit à l'avortement aux Etats-Unis depuis 1973. Malgré son passé ambigu sur la question, Donald Trump a galvanisé ce mouvement en promettant de nommer des juges anti-avortement à tous les postes. Quitte à se retrouver dépassé par ses propres supporters.

Dimanche dernier, le président a dû préciser que, même s'il était «profondément en faveur de la vie», il soutenait trois exceptions: viol, inceste et protection de la vie de la mère. Ces deux premières exceptions ont été balayées par les législateurs en Alabama. Mais en propulsant deux juges très conservateurs à la Cour suprême, Brett Kavanaugh et Neil Gorsuch, Donald Trump a laissé la porte ouverte au renversement de la jurisprudence américaine sur l'avortement.

Traumatisme

Pris d'effroi par cette vague régressive, le mouvement féministe organise la résistance. Mardi 21 mai, plus de 500 manifestations «pro-choix» ont eu lieu à travers le pays. A New York, des centaines de personnes se sont réunies devant la Cour suprême de l'Etat pour scander «Arrêtez d'interdire». Vêtue d'un costume de servante écarlate, un personnage créé par Margaret Atwood devenu symbole féministe, Christy se fait avorter à la clinique. Originnaire du Tennessee, elle a dû se faire avorter à 14 ans, victime d'inceste. Une expérience traumatisante, que les événements récents lui font revivre «encore et encore»: «Jamais je n'aurais imaginé avoir à manifester pour ça encore aujourd'hui, mais j'ai tellement peur pour les filles qui vont devoir endurer ce climat de haine, qui vont devoir passer par le même traumatisme que moi, celui d'être consumée par des manifestants qui ne tolèrent pas votre décision.»

Un peu plus loin, Karla Reyes, 29 ans, tient un panneau qui proclame «Pas de retour en arrière!». Elle vient de Harlem, un quartier au nord de Manhattan. «Toutes les femmes que je connais ont dû se faire avorter ou ont été victimes d'une agression sexuelle qui aurait pu aboutir à ce genre d'opération, souffle la jeune femme. Ça peut m'arriver demain, et je dois me battre pour conserver ce droit au cas où j'en aurais besoin.»

Partager Tweeter Partager